
NATION ET NATIONALISME AFRIKANER : SIMILARITES ET SPECIFICITES DANS LE CONTINUUM DES PEUPLES EUROPEENS.

Par François-Philippe GALVANE

17 Novembre 2018

Introduction

I – Des origines à 1945 : Une expansion européenne aux manifestations plurielles.

- 1) - L’histoire des conquêtes dans l’histoire du monde.**
- 2)- Jusqu’en 1939, il y a plus de ressemblances que de différences dans les comportements des différentes nations européennes continentales et outre-mer.**

II – De 1945 à nos jours : Un changement de paradigme.

- 1) - Pourquoi un changement de paradigme ?**
- 2) – Quelques exemples.**

III – De 1948 à 1994 : Le cas sud-africain, nation et nationalisme afrikaner.

- 1) – Le peuple afrikaner.**
- 2) – Le projet de l’Apartheid.**
- 3) – Les réformes de Pieter Willem Botha (1978-1989).**
- 4) – Après la guerre, la négociation.**
- 5) – FW de Klerk : “surrender without defeat”.**

Conclusion, et maintenant ?

Notes

Introduction

Les Blancs sud-africains, et particulièrement les Afrikaners ont souvent été le bouc émissaire de la communauté internationale après 1948 avec l’instauration de la politique d’apartheid et encore plus à partir des années 60.

Pour les Etats du Tiers-Monde, ce fut une cible politique facile en exutoire de leurs échecs intérieurs. Pour les Etats communistes, ce fut une situation instrumentalisée pour leurs objectifs révolutionnaires et leur stratégie d’encercllement géopolitique.

Pour les Etats occidentaux, surtout après les décolonisations, ce fut un embarras. Car à partir des années 60, avec la révolution libérale-libertaire, commença un effondrement de la volonté de résistance des peuples européens.

. effondrement religieux : pour l'Eglise catholique cela commence avec Vatican II et se continue avec le pape actuel qui promeut le refus de la résistance à l'invasion migratoire, soit la mort comme perspective théologique ! Les Eglises protestantes avaient ouvert la voie bien avant. Seules les Eglises orthodoxes restent debout.

. effondrement culturel : après mai 68 il y a une désintégration des normes anthropologiques, sociétales et familiales qui étaient le résultat de millénaires d'évolution.

. effondrement démographique : la natalité ne permet plus le renouvellement des générations.

. effondrement de la volonté de survie : avec le refus de prendre des mesures radicales contre l'invasion migratoire de peuples étrangers sur son sol, qui constitue une nouvelle colonisation. Cet état d'esprit a amené à un refus de soutenir la minorité blanche sud-africaine, sans vouloir vraiment comprendre les choix radicaux de celle-ci pour sa survie.

Et pourtant les Blancs sud-africains dont la nation Afrikaner est le noyau dur sont une partie intégrante de la grande famille des peuples européens. Ils ont certes une histoire originale et des spécificités propres, mais ils s'inscrivent pleinement dans le continuum des peuples européens.

Ce texte, après une présentation succincte de l'expansion européenne depuis 1492 dans laquelle s'inscrivent les Afrikaners, développera les conséquences du changement de paradigme opéré par l'Occident après 1945 et décrira comment de 1948 à 1994, les Afrikaners ont agi, avec les moyens dont ils disposaient, dans un contexte d'isolement international, pour pouvoir « Etre et Durer ».

I – Des origines à 1945 : Une expansion européenne aux manifestations plurielles.

1) – L'histoire des conquêtes, des expansions et des dominations, cette histoire des variations de puissance, de victoires et de défaites, c'est l'histoire du monde. La conquête est un phénomène universel, et les Européens l'ont subi comme ils l'ont exercé.

1-1) – L'Europe sous les assauts : 451-1913 et 1962 à nos jours.

- Ce sont les Huns d'Attila arrêtés aux Champs Catalauniques en 451.

- Ce sont les Arabes arrêtés en France à Poitiers en 732, et définitivement expulsés d'Espagne en 1492.

- Ce sont les Mongols au 13^e siècle refoulés par les Russes à la bataille de Koulikovo en 1380.

- Ce sont les Turcs arrêtés à Vienne en 1525, à Lépante en 1571, à Vienne en 1683 et définitivement expulsés d'Europe (sauf Byzance) en 1912-1913 avec les Guerre Balkaniques.

- C'est actuellement une invasion migratoire de tous les peuples d'Afrique et du monde islamique qui se développe et prends la forme d'un déferlement (l'Oorstroming des Afrikaners). Et où pour la première fois, frappés par ce sida mental (Louis Pauwels) qu'est l'ethnomasochisme (Guillaume Faye), les Européens n'ont pas (encore ?) réagi militairement en repoussant les envahisseurs et en rapatriant les têtes de pont coloniales déjà installées.

1-2) – Le Monde sous les assauts : quelques exemples de 632 au 18^e siècle.

- Ce sont les Arabes qui à partir de 632 ont envahi toutes les terres du Maroc à l'Indus.

- Ce sont les Mongols au 13^e siècle qui ont envahi toutes les terres de la Chine à l'Irak et à la Volga, tuant plus de 20 millions de personnes.

- Ce sont les Turcs venus d'Asie centrale qui ont envahi le Moyen-Orient, le Nord de l'Afrique et les Balkans, là aussi en perpétrant de nombreux massacres.
- Ce sont les Musulmans (Arabes, Turcs, Afghans) qui ont envahi l'Inde à partir du 8^e siècle et l'ont dominé jusqu'au 18^e siècle. C'est en Inde que s'est accompli le plus grand des génocides de l'histoire humaine. De 712 à 1947, on estime à près de 130 millions le nombre d'hindous génocidés par les musulmans. Une étude sur la période de 1000 à 1525 est arrivée au chiffre de 80 millions de morts.(1) L'Hindou Kouch, c'est le nom de cette zone montagneuse de l'Afghanistan et du Pakistan : sa traduction, c'est le Tombeau des Hindous.

1-3)- Le Monde sous les assauts de l'Europe : 1492-1939

Avec les grandes découvertes commencées au 15^e siècle, dont 1492 marque le début de la montée en puissance, vient l'expansion des peuples européens et leurs installations outre-mer.

- En Amérique Latine, les Espagnols et les Portugais au 16^e siècle.
- Au Canada, les Français en 1600 à Tadoussac, en 1605 à Port Royal, en 1608 à Québec.
- Aux Etats-Unis, les Anglais en 1607 en Virginie, en 1620 au Massachusetts avec les puritains du Mayflower.
- En Afrique du Sud, les Hollandais au Cap de Bonne Espérance en 1652, rejoint en 1679 par des Allemands et en 1685 par des Huguenots Français. Les Anglais arriveront en 1820 à Port-Elizabeth.
- En Australie, les Anglais en 1788 à Port Jackson (Sydney).
- En Nouvelle-Zélande, les Anglais en 1839-1840.

L'expansion coloniale classique, c'est à dire une domination sans implantation démographique importante a surtout eu lieu entre 1885 et 1939.

2) - Jusqu'en 1939, il y a plus de ressemblances que de différences dans les comportements des différentes nations européennes continentales et outre-mer.

- Aux Etats-Unis, les Blancs représentent 90% de la population, situation pérennisée grâce aux lois sur l'immigration de 1922 et 1924 (jusqu'en 1965 où elles seront abrogées).

De nombreux Etats fédérés pratiquent la ségrégation : « égaux mais séparés », c'est à dire que dans un cadre juridique où tous sont citoyens, il y a une séparation sociale et spatiale des populations des différentes races.

De même de nombreux Etats fédérés ont instauré des lois interdisant les mariages entre races différentes, c'est à dire qu'ici les droits des groupes s'imposent sur les droits des individus. Ces lois seront abrogées au milieu des années soixante.

- L'eugénisme est pratiqué dans certains Etats fédérés des Etats-Unis, comme il l'est dans les démocraties social-démocrates scandinaves et dans l'Allemagne nationale-socialiste.

- L'Allemagne nationale-socialiste s'est explicitement inspirée de lois états-uniennes quand elle a édicté en 1935 les Lois de Nuremberg interdisant entre autre les mariages multi-raciaux **(2)**.

- Les démocraties occidentales le Royaume-Uni, la France, la Belgique ou d'autres Etats européens comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie sont des puissances coloniales. Et la logique coloniale, c'est une domination avec des dominants et des dominés.

- L'Afrique du Sud, Dominion depuis 1910, reste dans ce continuum politique et juridique européen. Il y a une minorité blanche (composé d'Afrikaners et d'Anglais) qui domine des populations noires (majoritaires), métisses et indiennes. Et elle a le monopole du pouvoir politique. Il y a des politiques de ségrégation sociale et territoriale, d'ailleurs instaurées par les autorités britanniques . Et il n'y a pas d'interdiction légale de mariages mixtes jusqu'en 1949, seulement une pression sociale.

II – De 1945 à nos jours : un changement de paradigme.

1) – Pourquoi un changement de paradigme ?

La contradiction entre la propagande utilisée par les Alliés contre les puissances de l’Axe pendant la IIe Guerre Mondiale avec la situation coloniale des puissances européennes ou avec la situation intérieure des Etats-Unis devenait politiquement difficilement gérable après la guerre.

D’autant que la situation géopolitique a changé, avec l’irruption de l’Union Soviétique comme acteur mondial et le développement des luttes d’indépendance chez les peuples colonisés.

L’Occident change donc de paradigme et idéologiquement il y était prêt car la force de l’Occident, c’est de savoir se remettre en cause et de changer. Comme l’analyse Frédéric Martel : « *Savoir se mithridatiser par une absorption régulière de négativité critique, c’est le génie de l’Occident, à la fois son dynamisme et son blindage* ».

2) – Quelques exemples :

2-1) – Les Etats-Unis et l’abolition de l’esclavage.

La Guerre de Sécession aux Etats-Unis (1861-1865) n’a pas été déclenchée pour abolir l’esclavage, mais pour maintenir l’Union contre la sécession, et accessoirement la prédominance du Nord industriel et protectionniste sur le Sud rural et libre-échangiste.

L’abolition de l’esclavage ne devient un but de guerre qu’à partir des 2 décrets d’émancipation des esclaves des Etats sudistes des 22 Septembre 1862 et 1 Janvier 1863. Mais ces décrets ne s’appliquaient pas aux quatre Etats esclavagistes nordistes. Il faudra attendre le 13^e Amendement du 6 Décembre 1865 pour que l’esclavage soit définitivement interdit sur tout le territoire de l’Union.

Mais faire de l’abolition de l’esclavage un but de guerre ne s’est réalisé que dans la civilisation européenne. L’esclavage a existé dans toutes les civilisations humaines. Mais l’invention de l’abolition de l’esclavage n’a existé que dans la civilisation européenne.

2-2) – Sur la colonisation.

La domination d’un peuple par un autre se retrouve dans toutes les civilisations et à toutes les époques. La colonisation n’est qu’une des formes que peut prendre cette domination, avec ce que cela implique de violence.

Mais ici aussi l’originalité de la domination occidentale par rapport à d’autres, c’est qu’elle s’est accompagnée d’apports qui ont bénéficié aux dominés comme par exemple la médecine : ainsi les apports de la médecine tropicale (souvent issu de travaux de médecins militaires qui y ont laissé leurs vies) ont eu des conséquences bénéfiques immenses pour les populations de ces régions). On n’imagine pas cette même sollicitude de certains dominants non occidentaux envers leurs dominés.

2-3) – Sur la décolonisation.

Si elle fut le résultat d’une évolution de la situation géopolitique mondiale et d’une modification d’un rapport de force suite aux luttes pour l’indépendance des populations colonisées, elle fut aussi et souvent principalement la conséquence de l’ADN idéologique de l’Occident structuré par l’humanisme chrétien (avec aussi des idées qui deviennent folles comme actuellement son acceptation de l’invasion migratoire), et aussi par l’humanisme des

Lumières du 18^e siècle (avec aussi ses ambiguïtés comme la naissance moderne du scientisme, du matérialisme biologique et donc du racisme)(3).

Le choix de la décolonisation est donc aussi un choix issu d'une des potentialités de la pensée politique occidentale. Et là aussi on ne conçoit pas par exemple des peuples dominants musulmans décidant d'arrêter une domination politique sur des peuples non musulmans au nom de dispositions coraniques (et pour cause, il n'y en a pas !).

2-4)- Sur certaines guerres de décolonisation.

Les guerres de décolonisation les plus sanglantes sont celles qui ont intégré deux autres facteurs :

- Le facteur communiste dans un contexte de guerre froide, surtout en Asie.

- Le facteur démographique : car hormis les situations où les Européens sont devenus la majorité (Amérique du Nord, Australasie), la colonisation avait pris deux formes.

. La colonie d'exploitation, sans implantation démographique où la décolonisation s'est déroulée rapidement (par exemple l'Afrique noire, francophone et anglophone).

. La colonie de peuplement, mais où l'élément européen est resté minoritaire (Algérie pour les Français, Kenya et surtout Rhodésie pour les Anglais, Angola et Mozambique pour les Portugais).

Le conflit alors n'était plus seulement pour le maintien de la domination mais pour la défense des Siens. Jusqu'au moment où les Métropoles ont choisi, pour des raisons de politique internationale d'abandonner et de sacrifier les Leurs implantés outre-mer.

. En 1961-1962 en Algérie, pour imposer cette solution le pouvoir métropolitain a choisi de faire la guerre aux Siens au profit des Autres. Il a épuré son armée après une révolte de celle-ci en 1961, réprimé une organisation de résistance armée, l'OAS. Quand le 23 Mars 1962 le quartier européen de Bab El Oued fait sécession, il est encerclé par l'armée et bombardé par l'aviation. Quand une foule de civils manifestent rue d'Isly le 26 Mars 1962 en soutien aux assiégés, le pouvoir métropolitain fait tirer par l'armée sur la foule (80 morts et 200 blessés). Et le 5 Juillet 1962, il donne l'ordre à l'armée de ne pas intervenir lors des massacres d'Oran (plusieurs milliers de morts et de disparus). Suite à cela un million d'Européens, les Pieds-Noirs, ont fui : c'était « la valise ou le cercueil ».

. En 1974-1975 le Portugal, après un coup d'Etat de l'armée, se retire laissant désarmés les colons qui n'ont d'autres choix que de fuir et de revenir en métropole. Ce sont les Retornados (400000 d'Angola, 200000 du Mozambique).

. Les Anglais ont fait de même, mais avec plus d'élégance. Contrairement aux Français qui ont des prétentions universalistes et assimilatrices qui rendent les choses plus difficiles, leur tendance « naturelle » à la ségrégation leur a rendu plus facile la décolonisation.

Au Kenya après la Guerre des Mau-Mau gagnée (1952-1956), ils donnent l'indépendance au pays en négociant au mieux le sort des 50000 Blancs de cette « colonie d'officiers ». La majorité quitte le pays en étant décemment indemnisée par leur pays et le gouvernement kenyan.

Mais il n'en est pas allé de même en Rhodésie, cette « colonie de sous-officiers » qui a compté jusqu'à 300000 Blancs (par définition les sous-officiers sont plus nombreux que les officiers). Les Rhodésiens avaient donc une masse démographique minimale, un statut d'autonomie depuis 1923 qui leur a permis de proclamer unilatéralement leur indépendance en 1965 et la république en 1970. Et l'Angleterre, contrairement à la France en 1962, n'a pas envoyé l'armée combattre les Siens. Ils ont tenu 15 ans (1965-1980), rendant le pouvoir à des conditions meilleurs que celles proposées en 1965. Les aléas de l'histoire avec la dictature de Rober Mugabe ont fait que sur les 300000 Blancs (au maximum de leur implantation), ils n'en restent maintenant que 30000.

III – De 1948 à 1994 : le cas sud-africain, nation et nationalisme afrikaner.

1) – Qui est le peuple Afrikaner ? C'est un peuple européen lui-même synthèse de différents peuples européens, Hollandais, Allemands, Français principalement établi au bout du continent africain depuis 1652. Sur 40% du territoire de l'actuelle République sud-africaine, il est présent avant les populations noires africaines. Les seuls vrais autochtones sont les populations Khoi et San. Ces Européens sont devenus Africains – l'appellation Afrikaner apparaît dès 1707 - , comme d'autres Européens sont devenus Américains, Australiens, Néo-Zélandais. Ils sont une partie du grand ensemble de l'expansion démographique outre-mer des peuples européens. Ce qui distingue les Afrikaners, c'est que contrairement aux autres peuples européens installés outre-mer et devenus démographiquement majoritaires, eux ont toujours été une minorité constamment menacée de submersion démographique et de disparition physique par « déferlement », le « Oorstroming », comme l'appelle les Afrikaners. Les Blancs sud-africains ont obtenu le statut de Dominion dès 1910, lors donnant une liberté d'action totale.

Jusqu'à la 2^e Guerre Mondiale, la ségrégation entre les races et le monopole du pouvoir politique exercé par la minorité blanche était la règle, et pas seulement en Afrique du Sud.

Après 1945, cela va changer dans de nombreux pays, par exemple aux Etats-Unis dans les années 60. Mais quand une majorité démographique donne des droits politiques à une minorité démographique, elle ne met pas en jeu son existence et cela n'empêche pas le maintien d'une certaine ségrégation sociale entre les communautés.

La minorité blanche sud-africaine, et son noyau dur les Afrikaners n'a pas voulu prendre ce risque à ce moment de son histoire et effectuer ce changement de paradigme que d'autres avaient les moyens d'opérer sans risquer leurs existences.

Après 1945, aux élections de 1948, les Afrikaners font le choix de l'apartheid, c'est à dire de la séparation des races. Soit le refus de l'intégration, où ils auraient été submergés et dominés et le refus de la ségrégation classique, qui impliquait encore une société politique unifiée.

Ce choix de l'apartheid va peu à peu isoler la communauté blanche sud-africaine de la communauté des peuples européens, au nom des « grands principes » et d'une lâche hypocrisie. L'Afrique du Sud va devenir un bouc émissaire livré aux attaques des nouveaux Etats du Tiers-Monde. Les autres peuples européens ont voulu alors ignorer cette angoisse existentielle de la submersion que connaissaient les Blancs sud-africains. Mais ils commencent à leur tour à la connaître. Les Etats-Unis à leur frontière sud, et les Européens depuis 1962 et encore plus depuis 2011 avec les crises libyenne et syrienne qui ont amplifié l'invasion migratoire. Et ce n'est qu'un début avec l'explosion démographique africaine.

2) - A partir de 1929, il y eu en Afrique du Sud , tout un travail de réflexion métapolitique de la part des intellectuels afrikaners, sur la question raciale et la survie, dans le contexte sud-africain, du volk afrikaner.

Le fondement de cette réflexion s'ancrait chez ces calvinistes dans l'Ancien Testament. Leurs approches raciales et suprémacistes n'ont pas été influencer par le national-socialisme, malgré le prestige qu'avait l'Allemagne à cette époque dû à l'hostilité à la domination britannique. Mais le matérialisme biologique du national-socialisme était étranger à la doxa calviniste afrikaner. La pensée raciale et suprémaciste des Afrikaners s'est construite sur le corpus vétéro-testamentaire, comme l'ont fait d'autres calvinistes, les puritains anglo-saxons, les juifs,...(4).

En 1948, le projet restait encore inachevé et confus. On instaurait une séparation des races qui n'était plus une simple ségrégation dans une société unique, mais une séparation à fondement territorial. Toutefois cet ensemble hétérogène restait sous l'autorité paternaliste des

Blancs. Pour certains, tel le ministre Théophilus Donges, l'apartheid n'était qu'une politique provisoire pour protéger les Afrikaners sur deux ou trois générations avant le jour où ils n'auraient plus le monopole du pouvoir, qui serait alors partagé.

En 1958, avec Hendrick Verwoerd chef du gouvernement, on a la construction d'un projet politique plus cohérent. L'apartheid devient le développement séparé. Les terres traditionnelles africaines vont devenir des bantoustans puis des homelands appelés à être des Etats indépendants dans le cadre d'une décolonisation interne et d'une partition du territoire. Ce projet s'appuyait sur les travaux de la commission Tomlinson (1950-1954) et sur les travaux du SABRA (South African Bureau of Racial Affairs), une structure académique rattachée à l'Université de Stellenbosch fondée en 1948.

Mais le rapport de la commission Tomlinson impliquait outre des agrandissements territoriaux, d'énormes investissements dans les bantoustans avec comme perspectives de n'abriter que 60% de la population noire dans les années 80. Les 40% restant dans les zones blanches où les Blancs restaient minoritaires (5). De plus le projet était construit sur des projections démographiques de Jan Sadie un démographe membre de la commission Tomlinson et membre du SABRA. Celui-ci admit plus tard qu'elle se sont révélés fausses, en sous-estimant la progression démographique des populations noires, les outils démographiques disponibles à l'époque étaient inadéquats (6). Or Verwoerd n'a pas effectué ces sacrifices territoriaux et financiers, rendant caduc une grande partie du projet proposé par la commission.

Quand aux propositions du SABRA, elles finirent par entrer en conflit avec la politique pratiquée par le National Party. Dans une perspective ethno-différentialiste, à terme les homelands ne devaient pas être des réserves de main-d'œuvre mais devaient devenir des Etats viables pour les populations africaines appelées à devenir des nations à côté de la nation blanche. Le choix d'un « total territorial apartheid » impliquait donc des sacrifices de la part des Blancs, territoriaux et économiques, avec un partage du territoire à la hauteur des enjeux, et en limitant une intégration économique impliquant une utilisation intensive si ce n'est abusive de la main-d'œuvre africaine. Un autre point de désaccord portait sur la question des Coloureds. Considérés comme des « Afrikaners bruns » par de nombreux membres du SABRA, ceux-ci refusaient que leur soit appliqué les règles de l'apartheid territorial. Ces conflits aboutirent à des purges de ces opposants en 1961 (7).

Un autre membre du National Party, Lodewicus Johannes du Plessis, ancien président du Broederbond (1930-1932) et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Potchefestroom proposa une conception alternative de l'apartheid. A l'apartheid vertical, avec des Etats séparés et indépendants, il oppose un apartheid horizontal soit un fédéralisme ethnique. Le droit des peuples à l'autodétermination revendiqué par les Afrikaners devant s'appliquer aussi aux Africains. Les peuples restant séparés dans leurs Etats fédérés, mais le territoire et les richesses devant être partagés dans le cadre d'un Etat fédéral. Et cela impliquait de négocier avec les dirigeants des mouvements nationalistes noirs dont l'ANC. Mais il fut exclu du National Party en 1959 et démissionna du Broederbond en 1960 (8).

A la décharge de Hendrik Verwoerd, on peut dire qu'étant au pouvoir il devait tenir compte des réticences de sa base électorale. Certains l'accusaient d'en faire « trop » pour les Africains ! Les esprits n'étaient pas mûrs alors pour comprendre que sans sacrifices, la survie n'était pas assurée. Et dans l'appareil du parti, la purge des ethno-différentialistes avait accru le poids des partisans du maintien de la « baaskap », de la suprématie sans partage. Mais Verwoerd avait le bagage culturel (ancien professeur de sociologie à l'Université de Stellenbosch), la densité politique (30 ans de militantisme, 15 ans au gouvernement) et le charisme pour savoir évoluer, faire partager ses idées et pouvoir les imposer.

Après les élections du 30 Mars 1966 remportées avec 58,62% des voix et 75,90% des sièges au parlement, il est au fait de sa puissance. Il est en position d'imposer d'autres changements.

Différents témoins ont rapporté qu'il était conscient que sa politique rencontrait des limites, notamment pour les Noirs urbanisés hors des homelands, et qu'il avait l'intention d'opérer cette évolution **(9)**. Mais son assassinat le 6 Septembre 1966 a coupé court à ces perspectives.

Plusieurs hypothèses ont été émises sur les commanditaires de cet assassinat. Celle retenue par Pierre-Olivier Sabalot est une collusion entre des représentants des services secrets (dont le chef était Hendrik Johan van den Berg), des partisans du statu-quo suprémaciste (dont le ministre de la justice et de la police Balthazar Vorster), des représentants du « big business » ne supportant plus l'économie dirigée qu'imposait les nationalistes afrikaners et des partisans d'une alliance avec Israël à laquelle Verwoerd était opposé **(10)**.

Quoique qu'il en soit, Vorster succéda à Verwoerd comme premier ministre. Sous son autorité le système se figea. Ce n'est qu'après les événements de Soweto en Juin 1976 que pour tenter de reprendre l'initiative, Vorster relança la politique des homelands en donnant l'indépendance au Transkei en Octobre 1976.

Sur les 10 homelands, 4 de 1976 à 1981 devinrent indépendants, indépendance non reconnue internationalement. Ensuite le processus s'enlisa car il venait trop tard et l'option territoriale comme unique perspective politique n'était plus pertinente.

3) – Il faudra, après une révolution de palais, l'arrivée au pouvoir de Pieter Willem Botha en 1978 pour voir enfin un pouvoir afrikaner à la hauteur des enjeux en reprenant l'initiative, avec la devise « s'adapter ou périr ».

Il fit des réformes sociales (abolition du pass, le passeport intérieur), syndicales (liberté syndicale pour les travailleurs noirs), et politiques. La réforme constitutionnelle de 1983 appliquée en 1984 était conçue comme une première étape.

Un parlement tricaméral était créé intégrant les 3 minorités raciales (blanche, métisse, indienne) sur la base démographique (4-2-1). Dans cette première étape les Noirs n'avaient pas accès au pouvoir central. Ils n'exerçaient un pouvoir que dans le cadre des homelands et pour les Noirs urbanisés dans le cadre de municipalités autonomes. La deuxième étape, d'une intégration de toutes les communautés raciales dans un ensemble politique qui garantisse leurs existences et leurs identités n'était pas encore conceptualisée et planifiée et devait faire l'objet de négociations.

Botha, qui était ministre de la défense depuis 1966, a construit la puissance militaire de l'Afrique du Sud, industriellement et conceptuellement avec la doctrine de la « stratégie totale » face à un « assaut total » et avec des outils performants comme le State Security Council (SSC) et le National Security Management System (NSMS) **(11)**. Un arsenal nucléaire avait même été constitué **(12)**. Il sera démantelé en 1993 pour ne pas tomber dans des mains irresponsables après 1994.

Botha se montrait prêt à négocier un partage du pouvoir avec la majorité noire, mais il ne concevait pas cette négociation dans une situation de faiblesse.

Or en 1984-1985, en réaction à la réforme constitutionnelle de Botha, l'ANC lance la « people's war », une guerre révolutionnaire terroriste **(13)**. Et au même moment à la frontière de l'Angola et du Sud-Ouest Africain (actuelle Namibie), l'URSS et Cuba soutiennent militairement les insurgés namibiens de la SWAPO.

Le gouvernement de Botha fait face.

- contrairement à la propagande cubaine et de l'ANC, il gagne la guerre à la frontière de la Namibie et de l'Angola. C'est avec l'Afghanistan une des deux défaites militaires de l'URSS dans le Tiers-Monde durant la Guerre Froide. Après des négociations et un accord international, les Cubains doivent rapatrier leurs troupes, et l'indépendance de la Namibie se fera majoritairement aux conditions sud-africaines **(14)**.

- sur le front intérieur, l'ANC mène une guerre révolutionnaire terroriste, ce qui implique que ses principales victimes sont des Africains, c'est-à-dire des élus municipaux qui ont accepté

les réformes du pouvoir blanc, des fonctionnaires et des policiers, des concurrents du Pan African Congress, des adversaires zoulous de l'Inkhata, ou encore les tièdes qu'il faut faire obéir par la terreur, avec par exemple le necklace (un pneu enflammé autour du cou de la victime) de sinistre mémoire. Le gouvernement répondit par l'instauration de l'Etat d'urgence en 1986 et par des méthodes de luttes contre-insurrectionnelles, avec tout ce que cela implique de violence et de méthodes extra-légales (15) et l'emploi d'unités non conventionnelles de l'armée (Civil Cooperation Bureau , CCB) et de la police (Counter insurgency unit C1 basé à Vlakplaas). En 1988-1989, la situation est contenue. Le pouvoir blanc ne pouvait pas gagner à long terme en raison de la démographie de son adversaire, mais il lui a fait comprendre qu'à court et moyen terme il ne pouvait être vaincu militairement. Cette non-défaite dans un contexte d'isolement international était déjà une victoire pour le gouvernement de Botha.

4) – Après la guerre, la négociation.

Dominique Venner disait que pendant la Guerre d'Algérie les Français ne combattait pas pour des abstractions idéologiques mais pour défendre les Leurs en danger, leurs berceaux et leurs cimetières . En cela leur cause était juste. Mais Venner disait aussi que la rébellion combattait également pour une juste cause, la sienne. Elle combattait pour sa dignité, pour conquérir une patrie, pour édifier une nation.

« Parce que les deux causes étaient justes et d'un antagonisme absolu, il n'y avait entre elles ni moyen terme ni négociation possible. Seule la guerre pouvait les départager. Tel est le contenu tragique de la guerre et sa signification. Quand s'affrontent les droits inconciliables de deux peuples, il n'y a pas de cause juste et injuste. Il n'y a que la guerre (...) Toute guerre est « propre » pour celui qui croît à sa légitimité. Toute guerre est « sale » pour qui s'est laissé détourné de son bon droit. » (16).

Cette analyse peut s'appliquer à l'Afrique du Sud. Mais avec une différence fondamentale : les Blancs sud-africains étaient maîtres de leur destin, contrairement aux Européens d'Algérie où la métropole décida pour eux ou plus exactement contre eux.

Pour les dirigeants afrikaners, la guerre était le moyen d'arriver à des négociations et à une paix, mais une paix qui garantirait leur survie et leur identité, ce qui impliquait un partage du pouvoir. En cela ils étaient dans la continuité du Droit des Gens, du Droit Public Européen né en 1648 aux Traités de Westphalie et dissous entre 1919 et 1945, et qui a été bien analysé par Carl Schmitt. Dans le conflit chaque adversaire est reconnu comme un « justus hostis » et est distingué du criminel. Chaque camp a sa légitimité et quand chaque camp reconnaît à son adversaire cette même légitimité, une paix est possible après la guerre. Au contraire des guerres religieuses où par exemple pour l'islam l'option c'est « crois ou meurt » voir devient un dhimmi, un soumis et un humilié à vie. Où des guerres idéologiques, où par exemple le totalitarisme léniniste est prêt à exterminer tous ses opposants pour imposer son projet politique. Où les guerres « démocratiques » du messianisme anglo-saxon qui lui exige une reddition inconditionnelle. Il se pense le camp du « bien » face à un adversaire défini comme le camp du « mal ». Ce n'est pas un adversaire qu'il combat mais un criminel qu'il doit châtier. Cette criminalisation de l'adversaire implique que la fin de la guerre, ce n'est pas un traité de paix, mais un tribunal pour le vaincu.

En Afrique du Sud, avec la différence que ce n'était pas deux Etats qui s'opposaient, mais un Etat et une rébellion, les 2 camps étaient d'abord au début du conflit dans cette disposition d'esprit. Pour l'ANC, le pouvoir blanc était un pouvoir illégitime et raciste qui devait être balayé sans discussions. Pour les nationalistes afrikaners, l'ANC était un mouvement terroriste noyauté par les communistes et soutenu par le bloc de l'Est, avec qui aucunes négociations n'étaient concevables.

C'est le mérite de Botha d'avoir rompu avec cette logique. Il a fait la guerre à l'extérieur et à l'intérieur, durement. Il a stabilisé la situation, obligeant l'ANC à admettre en 1989 que

contrairement à ses plans de guerre de 1984, le régime ne pouvait pas être militairement renversé à court et à moyen terme. Et en même temps dès 1985, il posait des jalons pour des discussions avec l'ANC et Nelson Mandela (17). Ainsi chaque camp a reconnu qu'aucune victoire militaire n'était possible et a accepté de reconnaître son adversaire comme interlocuteur pour négocier la fin du conflit.

Et le 5 Juillet 1989, Pieter Willem Botha recevait Nelson Mandela pour une première discussion. Suite à une révolution de palais il dû démissionner le 14 Août 1989. La main passait à Frédérik de Klerk, le nouveau président.

5) – Nous n'allons pas nous étendre sur l'action de De Klerk que nous avons déjà traité par ailleurs . La meilleure définition de son action a été donné par l'historien Hermann Giliomee : «Surrender without defeat».Il a développé sa critique dans une controverse avec Dave Steward, ancien collaborateur de De Klerk à la présidence, et actuellement rattaché à la FW de Klerk Foundation (18) . Nous renvoyons aussi à notre étude sur la fin du National Party (1990-2005) (19).

Un des problèmes de De Klerk était générationnel. Trop jeune pour avoir connu les combats politiques pour la conquête du pouvoir, trop vieux pour avoir participé aux combats à la frontière de la Namibie, c'est un héritier à la force de caractère faible, plus enclin au compromis qu'à la défense des intérêts de son peuple. Et dans le contexte culturel africain, Mandela ne le considérait pas comme son égal car il avait 18 ans de moins que lui.

Alors que Botha avait 2 ans de plus que Mandela. Mandela respectait Botha (20). Il lui rendra visite quand il sera président. A sa mort le 31 Octobre 2006, Nelson Mandela, Jacob Zuma (alors vice-président de l'ANC) et Thabo Mbeki (alors président) lui rendront hommage pour avoir été le premier dirigeant afrikaner à engager des négociations, alors même qu'il restait détesté par de nombreux militants de l'ANC pour son rôle lors de l'Etat d'urgence. Mbeki fit mettre les drapeaux en berne, assista à ses obsèques avec son épouse et proposa des funérailles nationales, que la famille déclina.

De même que les relations qu'entretenaient Nelson Mandela et le général Constand Viljoen, chef de l'Afrikaner Voksfront (AVF), puis du Freedom Front (FF), furent toujours empreinte d'estime. Le général Viljoen était pris en étau entre le président De Klerk et l'ANC, comme le fut le général Salan entre De Gaulle et le FLN. Dans ce contexte défavorable, il obtient des concessions de l'ANC et de De Klerk en 1994, notamment une révision constitutionnelle garantissant le droit à l'autodétermination pour tout communauté partageant un héritage culturel et linguistique commun. Il a pu l'obtenir car il représentait une puissance crédible qui créait un rapport de force que l'ANC dans la période 1993-1994 a dû prendre en compte pour éviter que l'Afrique du Sud ne devienne un immense Sarajevo (21). C'est à dire qu'il a pu obtenir des concessions de l'ANC en faveur des Afrikaners que n'avait pas pu obtenir De Klerk ou que celui-ci n'avait même pas chercher à défendre lors des négociations pour la transition politique de 1990 à 1994. Humainement Mandela estimait le combat de Viljoen pour son peuple et la défense de son identité (22), et méprisait celui de De Klerk qui se battait pour des objectifs économiques, comme par exemple l'indépendance de la Banque Centrale vis-à-vis du gouvernement.....En fait le contact humain ne s'est pas fait avec De Klerk et Mandela et celui-ci qui ne l'estimait pas l'a humilié en public à plusieurs reprises, ce qu'il ne se serait jamais permis de faire avec Botha et Viljoen.

Conclusion, et maintenant ?

Le résultat de la politique de De Klerk, c'est qu'il n'a pas pu imposer un partage du pouvoir et qu'il s'est fait imposer un transfert du pouvoir, avec des garanties de papier dont l'actuelle

procédure de révision constitutionnelle en cours pour imposer une Expropriation Without Compensation des fermiers blancs montre la vacuité (23).

Le National Party n'existe plus. Le Freedom Front Plus ne représente pas la majorité des électeurs afrikaners aspirés par le parti libéral anglo-saxon et multiracial de la Democratic Alliance (DA). Ce sont donc des structures issues de la société civile afrikaner comme la structure communautaire AfriForum, (200000 adhérents sur 3 millions d'Afrikaners, plus que le score électoral du FFPlus), et la structure syndicale qui lui est liée Solidarity, qui sont en première ligne pour la défense de l'existence et de l'identité du volk afrikaner, face à l'ANC.

Notes

- (1) – Chiffrage du Professeur K.S.Lal dans son livre « La croissance de la population musulmane en Inde » cité par François Gautier dans son livre « Un autre regard sur l'Inde » aux Editions du Tricorne – 2000
- (2) – cf le livre de James Q. Whitman
« Hitler's american model »
(The United States and the making of nazi race law)
Pinceton University Press – 2017
- (3) – Nous renvoyons aux travaux de Xavier Martin publiés aux Editions Dominique Martin Morin. Partant d'un corpus idéologique radicalement différent, Adorno et Horkeimer dans « dialectique de l'Aufklärung » (1947) étaient arrivés aux mêmes conclusions.
- (4) – Gilles Teulié « Le mythe afrikaner du “peuple élu de Dieu” ou le long Trek des calvinistes sud-africains » - Etudes théologiques et religieuses. 2008/2 (tome83) p.229-248.
- (5) – D. Hobart Houghton « The significance of the Tomlinson report » - Africa South vol.1 n°1 – Janv-Mars 1957- p 13-21
- (6) – cf l'article d'Hermann Giliomee “Remembering Verwoerd” sur le site Politicsweb 6 Septembre 2016
- (7) – cf l'article de John Lazar « The role of the South African Bureau of Racial Affairs (SABRA) in the formulation of Apartheid ideology, 1948-1961” sur le site : sas-space.ac.uk
- (8) – cf l'article de Christophe Marx : “ From trusteeship to self-determination : L.J. du Plessis thinking on apartheid an his conflict with H.F.Verwoerd.”
Historia (on line) vol.55 n°2-nov.2010 p 50-75
- (9) – cf l'article de Giliomee op.cit.
- (10) - cf le livre de Pierre-Olivier Sabalot « Piet Meyer, la voix de l'Afrikanerdom » Ed. Auda Isarn – 2018 – p160-161 et du même auteur « Verwoerd, le prophète assassiné » Ed. du Camas- 2009- p 177-184
- (11) - cf l'article d'Annette Seegers « National Security Management System 1972-1990 » Journal of Modern african studies – vol.29 n°2 p252-273
- (12) - Nic von Wielligh et Lydia von Wielligh-Steyn – “The Bomb“ (South Africa's nuclear weapons programme)- Ed. Litera Publications 2015 – 1° édition en Afrikaans 2014
- (13) - Anthea Jeffery “ People's war : New light on the struggle for South Africa” Ed. Jonathan Ball - 2014
- (14) - Willem Steenkamp “South Africa's border war 1966-1989” Ed.Ashanti 1990
- Fred Bridgland “The war for Africa. Twelve months that transformed a continent.” (The Cuban-South African clash in Angola) Ed. Ashanti 1990

- (15) - Peter Stiff “Warfare by others means.South Africa in the 1980s and 1990s” Ed. Galagos- 2001
- (16) - Dominique Venner “Le coeur rebelle” (guerre d’Algérie) Ed. Les Belles Lettres – 1994- p43-45 . Il y a eu une 2° édition aux Editions Pierre-Guillaume de Roux en 2014
- (17) - Pour ces contacts, on peut consulter :
- . Allister Sparks « Demain est un autre pays » Ed. Ifrane 1996 (1°édition anglaise 1995)
 - . Patti Waldmeir « Anatomy of a miracle » Ed. Penguin Books 1998 (1°éd 1997)
 - . Niël Barnard “Négociations secrètes avec Mandela” (Mémoires d’un patron de l’espionnage) Ed. Balland – 2016 (1° édition sud-africaine 2015)
- (18) - Hermann Giliomee « An autobiographie » Ed. Tafelberg –2016- p268-291
- (19) - «La fin du National Party» Février 2015 (pdf 12p) sur le site francoisgalvane.lescigales .org
- (20) - cf Patti Waldmeir op.cit p 105-106
- (21) - cf notre étude sur « Le nationalisme afrikaner depuis 1992 : Histoire, Bilan, Perspectives » Mars 2004 –(pdf 88 p) sur le site francoisgalvane.les cigales.org
- (22) - cf Patti Waldmeir op.cit. p 238-239
- (23) - cf notre article « l’expropriation sans compensation des fermiers blancs et la crise sud-africaine suivi de la question des attaques de fermes et de meurtres de fermiers blancs en Afrique du sud » Juillet 2018- (pdf 12p) sur le site francoisgalvane.lescigales .org

Source : <http://francoisgalvane.lescigales.org>
